



## SOMMAIRE

	Page
Point 37 de l'ordre du jour :	
Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (suite) ..	801

*Président* : M. Ismat T. KITTANI (Iraq).

## POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

**Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (suite)**

1. Sir Anthony PARSONS (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : La Communauté européenne et ses Etats membres se sont engagés à faire en sorte que les relations entre pays développés et pays en développement prennent une nouvelle orientation constructive. A cet égard, il est clair que nous sommes d'avis que les préparatifs de la nouvelle série de négociations globales doivent se terminer le plus tôt possible. C'est pourquoi nous nous réjouissons de la déclaration faite par les chefs d'Etat et de gouvernement à la réunion internationale sur la coopération et le développement, tenue à Cancún les 22 et 23 octobre [A/36/631 et Corr. 1, annexe], selon laquelle il est souhaitable d'œuvrer de toute urgence aux Nations Unies en faveur d'un consensus sur l'ouverture de négociations globales sur une base à convenir mutuellement et dans des conditions offrant une chance d'avancer de manière constructive. Nous sommes prêts à reprendre les discussions.

2. La Communauté s'est associée au consensus sur la résolution 34/138 de l'Assemblée générale. Nous estimons que la résolution garde toute sa force et reste une base appropriée d'accord sur l'ouverture de négociations globales. Quant aux méthodes précises à adopter comme base satisfaisante d'ouverture, nous écouterons avec attention l'opinion des autres. Nous voudrions des méthodes permettant aux négociations globales de s'attacher aux problèmes réels qui causent la préoccupation et la misère dans le monde et nous permettant d'aborder ceux-ci de manière pratique. Comme dans le passé, la Communauté estime que, dans le cadre de négociations globales, l'Assemblée générale a un rôle central à jouer. De même, la Communauté estime que les institutions spécialisées doivent jouer un rôle essentiel et qu'il faut respecter leur compétence.

3. Je voudrais exposer brièvement la manière dont nous voyons certaines des questions clefs qui devraient être au premier plan des discussions internationales et que nous avons, dans le passé, proposé d'inscrire à l'ordre du jour des négociations globales. Nous approuvons les cinq rubriques principales de la résolution 34/138. Dans le domaine des matières premières et du commerce, la Communauté défend toujours le maintien d'un système d'échanges ouvert et s'engage à continuer de résister fermement aux pressions protectionnistes. L'accès aux marchés des produits de base d'un intérêt particulier pour les pays en

développement et les mesures permettant d'améliorer leurs recettes d'exportation sont d'une importance fondamentale pour le tiers monde. D'autres questions clefs sont l'examen de toute urgence des moyens d'accroître la production agricole dans les pays en développement et d'améliorer la sécurité en matière d'alimentation mondiale. Des questions importantes concernant l'énergie comprennent la demande, l'offre et les prix, les investissements dans l'exploitation de l'énergie et son financement, la conservation et l'examen de mesures de diversification des sources d'énergie. Quant à la monnaie et aux finances, nous sommes tous au courant des graves problèmes d'ajustement qui se sont posés aux pays en développement non producteurs de pétrole au cours des années 70. La question des ressources accrues à destination du tiers monde, tant à des conditions de faveur qu'à des conditions normales, est d'une importance vitale.

4. Le dialogue entre le Nord et le Sud est au point mort depuis l'année dernière. Nous savons trop bien que l'état actuel de l'économie mondiale ne donne guère lieu à l'optimisme. C'est pourquoi la Communauté européenne et ses Etats membres se sont félicités du fait que la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Cancún ait mis l'accent sur les rapports entre le Nord et le Sud, ce qui a donné un élan utile à nos délibérations ici. En même temps, l'exemple de Cancún, où l'on s'est attaché au fond, devrait nous aider à œuvrer ensemble pour trouver des solutions pratiques dans l'intérêt général. Nous sommes prêts à vous suivre, Monsieur le Président, dans toute direction qui pourrait déboucher rapidement sur un accord à la présente session, visant à l'ouverture rapide de négociations globales.

5. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est l'envoyée spéciale du Président de la République des Philippines, Mme Imelda Romualdez Marcos. Je l'invite à venir à la tribune et à faire sa déclaration.

6. Mme MARCOS (Philippines) [*interprétation de l'anglais*] : Tout d'abord, Monsieur le Président, je voudrais joindre mes sincères félicitations et celles du président Marcos à celles que le ministre des affaires étrangères des Philippines vous a déjà adressées à l'occasion de votre élection aux hautes fonctions de président de la trente-sixième session de l'Assemblée générale. Vous faites honneur à votre grand pays, l'Iraq, que je viens de visiter il y a trois semaines, et à notre région de l'Asie. Aujourd'hui, nous avons besoin de votre vaste expérience dans les travaux des Nations Unies et de votre main ferme à la barre dans la tâche très difficile qu'est l'ouverture de négociations globales, processus qui a déjà dépassé sa date fixée de près de deux ans. Nous ne pouvons et ne devons plus attendre.

7. Ma délégation voudrait également rendre hommage à votre prédécesseur, M. Rüdiger von Wechmar, et aux amis du Président pour les efforts inlassables et tenaces qu'ils ont déployés au cours de la dernière session de l'Assemblée pour obtenir un consensus total sur les procédures et l'ordre du jour des négociations globales. Les résultats de leur travail constituent certainement une base utile pour notre tâche actuelle.

8. La réalisation d'un consensus a reçu un élan puissant à la réunion internationale sur la coopération et le déve-

loppement tenue à Cancún, à laquelle les Philippines ont eu le privilège de participer.

9. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à la clairvoyance d'un homme d'État éminent, le Président du Mexique, M. José López Portillo, aidé par le Chancelier de l'Autriche, M. Bruno Kreisky, qui ont rendu la réunion de Cancún possible.

10. Je voudrais également exprimer ma gratitude et celle du Gouvernement philippin pour les excellents arrangements et l'hospitalité courtoise que le président López Portillo ainsi que le Gouvernement et le peuple mexicains ont fournis aux délégations dans cette belle île de Cancún.

11. Nos dirigeants ne se sont pas rendus à Cancún pour prendre des décisions pour le reste de l'humanité. Pour la première fois, les plus hauts dirigeants politiques des nations de presque toutes les régions du monde, représentant les deux tiers de l'humanité à tous les niveaux de développement économique, se sont réunis pour examiner sérieusement les problèmes urgents de l'économie mondiale. Comme le président Marcos l'a dit à Cancún :

« Ce n'est pas une convocation officielle de la famille des nations qui nous amène à Cancún, mais plutôt un sens commun de la crise. De longues années d'impasse et l'absence de terrain d'entente nous ont acheminés vers Cancún. Nous sommes venus de tous les coins du monde pour relever ce défi humain et répondre à la question de savoir si l'homme peut maintenant sortir avec élégance de cette crise dont il est peut-être responsable. »

12. Depuis au moins la première session de la CNUCED, en 1964, l'humanité lutte pour l'élimination totale des iniquités inhérentes au système actuel des relations économiques internationales et cherche à corriger ces iniquités. Cet effort a souvent été stérile par suite de querelles et de récriminations mutuelles. Et pourtant, petit à petit, nous nous sommes rapprochés d'un consensus. En un sens, Cancún constitue un jalon important dans ce processus.

13. Marquant la volonté politique d'une portion vaste et représentative de l'humanité, nos dirigeants à Cancún nous ont donné à tous l'exemple de la façon dont des pourparlers et des réunions peuvent se tenir dans une atmosphère de fraternité, tout en donnant en même temps à la recherche d'un consensus sur l'économie internationale un élan qu'elle n'avait jamais eu auparavant. Le pas suivant, ce sont les négociations globales.

14. La population du monde ne peut plus se permettre d'attendre. Nous ne devons pas attendre plus longtemps. Notre village mondial, uni par les communications modernes, ne supportera pas longtemps de savoir que 600 millions d'individus vivent dans la misère absolue et que nombre d'entre eux se couchent affamés tous les soirs.

15. Les pays en développement ont été appelés à mettre de l'ordre dans leur maison. L'autosuffisance nous a été conseillée. Aux Philippines, nous avons cherché à réaliser ces idéaux. Nous avons transformé notre nation, d'importateur d'aliments, en exportateur d'aliments. Nous avons réduit notre dépendance des sources étrangères d'énergie. Nous avons atteint un taux de croissance économique au milieu d'une crise économique mondiale. Mais à Cancún, notre président a lancé son appel le plus urgent au nom des pays qui ont le plus faim, au nom des plus pauvres d'entre les pauvres. Car nous savons — et le monde doit le savoir maintenant — que notre économie, et en fait, notre sort tout entier, sont inextricablement liés à ceux du reste du monde, de même chaque aspect de l'économie mondiale est lié au reste. Toute quête de solution à la crise économique actuelle, toute négociation débouchant sur une telle solution doivent donc être globales — globales de par leur portée et globales de par leur optique.

16. Comme Cancún l'a démontré, nous pouvons être certains que les négociations globales feront abstraction de l'idée que les gains du Sud proviendront des pertes du Nord et vice versa, de l'idée selon laquelle de telles négociations seront marquées par l'exigence de la part du Sud de concessions que le Nord n'est pas disposé à consentir. En effet, s'il y a une chose dont Cancún a révélé l'évidence, c'est le fait que la communauté internationale est maintenant définitivement et irrévocablement convaincue que les avantages du développement profiteront non seulement au Sud ou au Nord, mais à tous. C'est là une caractéristique fondamentale de l'économie mondiale : l'interdépendance. Le conflit n'est pas inévitable entre les objectifs du développement des riches et ceux des pauvres.

17. Que l'on ne se fasse toutefois pas d'illusions. Telles que les envisage la plus grande partie du monde, les négociations globales auront comme ultime objectif l'élimination des injustices du système économique actuel, la réforme des relations économiques internationales actuelles et l'instauration du nouvel ordre économique international.

18. Mais personne ne demande le renversement du système actuel ni la destruction des institutions économiques et financières internationales en place. De bien des façons, elles nous ont bien servi. Mais de nombreuses insuffisances sont apparues maintenant à la lumière des changements intervenus ces 30 dernières années. Nous devons aujourd'hui procéder aux remaniements nécessaires dans l'ordre actuel pour faire face aux besoins urgents de notre temps.

19. Dans cette tâche, recourons au potentiel largement inutilisé des Nations Unies. La nature globale des négociations qu'exige l'urgence de nos problèmes désigne les Nations Unies comme la tribune tout indiquée pour ces négociations, car c'est aux Nations Unies que tous les pôles du pouvoir économique et tous les niveaux du développement économique sont représentés sur un pied d'égalité.

20. De l'avis de ma délégation, il convient d'aborder les négociations globales en ayant présentes à l'esprit certaines considérations. Tout d'abord, un large consensus s'impose pour que les négociations puissent seulement commencer, étant donné l'interdépendance des problèmes à traiter. En deuxième lieu, des accords d'ensemble devront être conclus pour faire place aux différentes priorités des participants. En troisième lieu, il peut être opportun de confier l'examen de points spécifiques de l'ordre du jour à des organismes spécialisés pour ramener à des proportions raisonnables les sujets faisant l'objet des négociations tout en maintenant une direction et une coordination centrales. Nous pensons que la résolution 34/138 devrait nous guider dans cet effort.

21. La délégation philippine demande instamment que nous décidions d'ouvrir les négociations globales au cours de la session actuelle. Ne nous laissons pas arrêter par des questions de procédure; ne laissons pas ces dernières faire obstacle à notre détermination.

22. On nous dit que l'absence de coopération économique multilatérale actuelle est due au manque de volonté politique. Il se peut que cette absence de volonté politique découle d'un malaise social et spirituel plus profond, car le désarroi économique évident dans le monde entier n'est qu'un symptôme de l'écroulement de l'ordre moral et social qui a fait l'harmonie des générations passées entre hommes et nations. S'il en est ainsi, l'appel devient encore plus urgent pour que l'homme moderne dépasse ce malaise et façonne un nouvel avenir qui soit juste et équitable pour tous et qui bénéficie non seulement à l'homme mais à toute la création.

23. L'Organisation des Nations Unies elle-même est née et se nourrit de la foi en l'indivisibilité ultime de notre

monde et en l'unicité de l'homme. C'est dans l'acceptation sans cesse renouvelée de cette croyance que se trouve la clef de la survie finale des Nations Unies, voire de l'humanité. Avec la conviction de l'interdépendance des intérêts, nous pouvons maintenant construire un nouvel ordre humain capable de limiter et de corriger les insuffisances du système international, un nouvel ordre moral fondé sur la compassion, sur le fait que tous les Etats et toutes les nations ont à cœur le bien-être et la stabilité des uns et des autres.

24. Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour représenter nos nations respectives, mais nous ne devons pas laisser passer cette occasion historique de représenter l'humanité dans ce parlement de la race humaine. C'est à nous qu'incombe la responsabilité de retrouver la vision totale de notre nature et de notre destin authentiques qui détermineront notre survie et notre croissance sur cette planète. Plus qu'un réaménagement plus efficace du flux des biens et des services, les négociations globales nous donnent l'occasion de raviver l'espoir de l'humanité de voir fleurir une civilisation mondiale humaniste.

25. Il ne faut pas que les générations futures puissent dire que nous avons eu l'occasion mais non pas le courage de défendre le sort commun et la pleine réalisation de l'humanité.

26. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée, je tiens à remercier l'envoyée spéciale du Président des Philippines de sa déclaration.

27. M. PELLETIER (Canada) : Lors de la séance de clôture de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale, ma délégation exprimait l'espoir que Cancún serait le catalyseur du lancement des négociations globales<sup>1</sup>. Bon nombre des orateurs qui m'ont précédé dans le présent débat ont parlé de Cancún dans cette même perspective. Ils ont fait des allusions très positives à l'esprit de Cancún. Le Canada entretient toujours l'espoir que ce climat de confiance contribuera de façon importante à nos délibérations sur les négociations globales.

28. Comme on le sait, en raison du malheureux accident de santé subi par le Chancelier de l'Autriche, qui, avec M. López Portillo, avait eu la clairvoyance et le courage de mettre sur pied cette rencontre, c'est à notre premier ministre, M. Trudeau, qu'échut l'honneur de partager avec le Président du Mexique la présidence de la réunion et le redoutable privilège d'en rédiger le résumé final pour communiquer à la presse la teneur et la portée des délibérations. Dans ce résumé il est précisé :

« Les chefs d'Etat et de gouvernement ont confirmé qu'il était souhaitable de promouvoir d'urgence, aux Nations Unies, un consensus concernant l'ouverture de négociations globales sur une base mutuellement acceptée et dans des circonstances offrant la perspective de progrès significatifs. Certains pays ont insisté sur la nécessité de ne pas compromettre l'autorité des institutions spécialisées. » [A/36/631 et Corr.1, annexe, par 9.]

29. Ces dernières paroles, quand on les examine à la lumière de certains commentaires formulés hier par le porte-parole du Groupe des 77, montrent clairement quelles inquiétudes majeures subsistent dans les esprits. Toutefois, tout en gardant à l'esprit ces inquiétudes, je voudrais souligner le niveau de priorités que nous accordons tous à l'ensemble de la question. Ce sentiment d'urgence nous conduit à la question clef de savoir comment procéder désormais. Tenant compte des différentes techniques de négociations utilisées durant les deux dernières années de délibérations, on peut dire que des circonstances différentes suggèrent des approches différentes. Dans les circonstances présentes, je dirai simplement que

nous saluons les consultations qui se tiennent déjà entre divers pays et au sein des divers groupes, en particulier celles que vous, Monsieur le Président, avez vous-même amorcées. Cette approche officieuse nous semble sage à ce stade et nous sommes tout à fait disposés à faire notre part dans ce cadre. Evidemment, je n'exclus nullement l'éventuelle nécessité de discussions plus poussées.

30. Avant de terminer, je dois dire que j'ai été particulièrement frappé hier [46<sup>e</sup> séance] par les sentiments exprimés par le représentant de l'Autriche lorsqu'il réfléchissait à l'impact d'un éventuel succès ou d'un éventuel échec, impact sur la crédibilité de notre institution en tant que forum mondial. Je partage ses espoirs mais aussi ses inquiétudes. Je crois qu'il nous revient à tous d'examiner très sérieusement le dommage qui serait fait à la crédibilité des Nations Unies si nous ne pouvions conclure avec succès l'entreprise présentement à l'étude.

31. Les négociations globales représentent pour chacun d'entre nous une initiative vitale. Toutefois, si nous voulons que cette même initiative soit menée à bon port, toutes les parties devront faire montre de réalisme et d'une volonté d'accepter le compromis. Cancún nous a donné un nouvel élan : ne manquons pas cette chance qui nous est offerte.

32. M. LING Qing (Chine) [*traduction du chinois*] : Près de deux années se sont écoulées depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 34/138 concernant les négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement. Malgré les efforts que différentes parties ont déployés au cours du processus préparatoire, nous n'avons pu parvenir à un accord sur l'ordre du jour et la procédure des négociations et l'ouverture des négociations globales n'a pu de ce fait avoir lieu. Nous sommes heureux de noter que cette question depuis si longtemps retardée est de nouveau soumise à l'examen de l'Assemblée et nous espérons qu'il en résultera un nouvel élan pour les négociations.

33. L'ouverture de négociations globales, question dont nous sommes saisis, est une question très importante dont les incidences à long terme touchent le domaine politique et économique international. Il est normal qu'elle ait retenu l'attention du monde entier. Nous devons donc nous montrer à la hauteur des grandes espérances des populations du monde. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Il nous faut réussir.

34. La promotion du développement ainsi que le maintien de la paix, qui sont les deux questions les plus importantes de notre époque, sont intimement liées. Depuis la seconde guerre mondiale, les pays en développement ont conquis, les uns après les autres, leur indépendance politique et ont fait leur apparition sur la scène politique internationale en tant que force indépendante. Cependant, ils sont encore loin d'avoir un statut analogue dans le système économique mondial. Leur développement économique est encore largement tributaire de leurs anciennes relations économiques internationales. Ils connaissent de ce fait d'innombrables problèmes économiques. Nombre d'entre eux vivent aujourd'hui dans une misère noire. Ils doivent faire face, pour la plupart, à des termes de l'échange encore plus négatifs, à des déficits plus lourds de leur balance des paiements et à des dettes plus élevées. Ainsi, leur développement économique se ralentit. Même les pays qui ont un excédent de leur balance des paiements ne peuvent guère maintenir la valeur monétaire de leurs excédents, compte tenu de l'inflation qui frappe le monde. En un mot, les pays en développement connaissent les mêmes difficultés historiques que dans le passé et sont lourdement affectés par les relations économiques internationales inéquitables d'aujourd'hui. Réformer l'ancien ordre économique international et créer un nouvel ordre écono-

mique international de façon à établir un climat international positif qui favoriserait le développement des pays en développement, telle est la tâche majeure de la communauté internationale. La triste situation économique mondiale qui existe à l'heure actuelle a fait ressortir la nécessité et l'urgence d'une telle réforme.

35. Les difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement témoignent des insuffisances des relations économiques internationales actuelles. Ces problèmes sont d'ordre global et sont liés; ils recouvrent des domaines tels que les matières premières, le commerce, l'énergie, le développement, la monnaie et les finances. Certaines de ces questions sont déjà devenues très aiguës, qui exigent que les pays en développement leur accordent la priorité. Cependant, la solution de ces questions ne doit pas être séparée de la réalisation des objectifs à long terme. La restructuration des relations économiques internationales doit être menée d'une façon globale et intégrée grâce à une combinaison de solutions à long et à court terme. Ce sont précisément les négociations globales qui constituent la voie la plus sûre pour atteindre ce but.

36. A partir de considérations économiques et politiques internationales globales, nous préconisons une restructuration ordonnée des relations économiques internationales grâce au dialogue. Nous pensons qu'il est de l'intérêt commun de la majorité des nations du monde d'y parvenir. Dans le système économique international actuel, non seulement le développement des pays en développement est entravé, mais si cet état de choses se poursuit, les pays développés également feront face à une raréfaction de leurs sources de matières premières et de leurs marchés pour leurs exportations.

37. Le développement accéléré des pays en développement, en dernière analyse, contribuera à revitaliser l'économie des pays développés. De plus, le réajustement et l'amélioration des relations économiques Nord-Sud par le dialogue contribueront au maintien de la paix et de la stabilité mondiales.

38. Dans ce contexte, les pays en développement et nombre de pays développés ont demandé « la coopération au lieu de l'affrontement » dans les relations Nord-Sud. Il va sans dire qu'une telle coopération devrait être basée sur une restructuration continue des relations économiques internationales existantes, sinon la coopération ne saurait guère se maintenir et l'affrontement ne saurait être évité. Cela a été reconnu par de nombreuses personnes éclairées.

39. La réunion de Cancún qui vient de se terminer a reflété cet esprit. Elle a préconisé à juste titre l'ouverture rapide de négociations globales comme étant son objectif principal. A la suite des efforts communs des participants, elle a exprimé une volonté politique commune d'ouverture des négociations globales. Dans le résumé des coprésidents, il est déclaré que : « Les chefs d'Etat et de gouvernement ont confirmé qu'il était souhaitable de promouvoir d'urgence, aux Nations Unies, un consensus concernant l'ouverture de négociations globales » [A/36/631 et Corr.1, annexe, par. 9]. Cela représente un progrès favorable et il convient de s'en féliciter.

40. Le Premier Ministre, Zhao Ziyang, de la Chine, a déclaré à Cancún :

« Afin d'améliorer les relations économiques Nord-Sud, la tâche la plus urgente qui nous attend maintenant est d'ouvrir les négociations globales sous les auspices des Nations Unies aussitôt que possible et de leur permettre de faire des progrès quant au fond. »

Le Premier Ministre Zhao en a appelé à tous les dirigeants pour :

« qu'ils souscrivent à l'expression du désir de commencer les négociations globales rapidement et à

l'engagement selon lequel nous ferons de notre mieux pour permettre à ces négociations d'aboutir à des résultats positifs ».

Le Gouvernement chinois, pour sa part, coopérera fermement avec d'autres pays à cette fin.

41. Au cours des années, les travaux préparatoires des négociations globales ont connu des problèmes et ont été arrêtés pendant quelque temps. Maintenant, alors que nous reprenons nos travaux à cette session, le pays intéressé a fait connaître sa position selon laquelle « il prendra au sérieux l'engagement de participer aux préparatifs d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales ». Nous espérons que ce pays continuera d'aller de l'avant et de prendre des mesures positives et concrètes dans les consultations qui auront lieu aux Nations Unies.

42. Il convient de relever que la résolution 34/138 de l'Assemblée générale a arrêté l'orientation de base correcte à suivre dans les négociations globales. Elle a été adoptée par consensus après de longues consultations à la trente-quatrième session. Nous réaffirmons que la délégation chinoise souscrit à cette résolution. Nous sommes en faveur de l'ouverture rapide des négociations globales, conformément à l'orientation de base arrêtée par cette résolution et nous nous opposons à toute tentative visant à remplacer les négociations globales aux Nations Unies par d'autres moyens. Nous croyons que c'est également le souhait de l'immense majorité des Etats Membres et il devrait être respecté. D'autre part, dans l'économie mondiale sans cesse plus solidaire, la solution de problèmes économiques internationaux exige l'action concertée de la communauté internationale tout entière. Aucun pays ne saurait se dérober à ses responsabilités dans les relations économiques internationales, quel que soit le prétexte utilisé.

43. Après près de deux ans de consultations et de débats, la signification et l'urgence des négociations globales sont reconnues de plus en plus vivement. Il ne doit plus y avoir d'hésitation ou de retard. Le travail préparatoire est pratiquement terminé. Agissons maintenant et traduisons notre volonté politique en réalité. Nous voudrions souscrire à la déclaration faite hier par le représentant de l'Algérie au nom du Groupe des 77 [46<sup>e</sup> séance].

44. A notre avis, premièrement, les négociations globales doivent être entamées à la session actuelle de l'Assemblée, ce qui permettrait aux négociations de fond de suivre; deuxièmement, la résolution 34/138 devrait être mise en œuvre; et, troisièmement, afin de ne pas nous enliser dans trop de détails, nous croyons qu'un certain nombre de questions sur lesquelles il n'y a pas eu plein accord à l'étape de la préparation doivent être résolues progressivement au cours des négociations globales.

45. M. PASTINEN (Finlande) [interprétation de l'anglais] : Comme la question de l'ouverture des négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement a été discutée pour la dernière fois à l'Assemblée il y a près d'un an et étant donné la réunion importante des chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est tenue récemment à Cancún, je tiens à exposer le point de vue de mon gouvernement.

46. Le Gouvernement finlandais a toujours été en faveur de l'ouverture des négociations globales. Nous avons aussi exprimé notre position sur les questions clefs de ces négociations. Notre soutien aux négociations tient à ce que nous sommes convaincus que la coopération économique internationale fait partie intégrante des relations internationales contemporaines. La coopération internationale met en cause des questions globales, d'où la nécessité de négocier dans un cadre global.

47. Le Gouvernement finlandais a suivi avec une inquiétude croissante l'échec des tentatives faites pour ouvrir ces

négociations. Nous avons favorisé tous les efforts possibles en vue de les lancer. Nous avons fondé de grands espoirs, en particulier, sur la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Cancún. Nous attendions de cette réunion qu'elle reconnaisse l'urgence de la situation et donne un nouvel élan à la coopération économique internationale.

48. A notre avis, les travaux des Nations Unies doivent être organisés de manière à tirer tout le parti possible de la réunion de Cancún. Tout d'abord, nous voudrions connaître dans le détail l'opinion des principaux participants sur la meilleure manière de traduire les résultats de Cancún en une procédure ayant des chances de succès aux Nations Unies. En outre, nous voudrions savoir comment nous pourrions y parvenir tout en tenant compte du caractère d'urgence souligné par les coprésidents de la réunion dans leurs conclusions.

49. De l'avis du Gouvernement finlandais, les négociations globales devraient commencer à la présente session. Nous avons déjà comme bases la résolution 34/138 et les travaux préparatoires importants fondés sur cette résolution. Mais nous devons faire le point de la situation compte tenu des derniers événements, notamment la réunion de Cancún. A notre avis, la question clef est de savoir comment utiliser efficacement toutes les institutions de la famille des Nations Unies à cette fin. A cet égard, je partage entièrement, l'opinion de la délégation suédoise telle qu'elle a été exposée hier [*ibid.*] selon laquelle nous avons peut-être adopté une attitude un peu trop rigide au sujet de la procédure et nous avons mis trop de zèle à vouloir déclarer d'avance quels devaient être les résultats des négociations. Il faut résoudre la question de procédure, et les consultations officieuses qui devront avoir lieu d'ici la fin de la session devront sans aucun doute être axées sur ce point. Cependant, la procédure n'est pas une fin en soi; ce n'est qu'une manière de lancer des négociations intégrées couronnées de succès sur les questions clefs de la coopération économique internationale.

50. M. NISIBORI (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais dire quelques mots de la question importante de l'ouverture de négociations globales.

51. Tout d'abord, ma délégation tient à indiquer que le Gouvernement japonais a participé activement à la récente réunion Nord-Sud à Cancún, dans un esprit d'interdépendance et compte tenu du caractère mutuel de nos intérêts. Nous nous félicitons de cette réunion, car nous y voyons un pas important et constructif propre à faire avancer le dialogue Nord-Sud. Ce fut un événement véritablement historique à l'occasion duquel 22 dirigeants du monde se sont réunis pour procéder à un échange de vues sincère sur les questions importantes pour le Nord et le Sud, et particulièrement sur les négociations globales.

52. La position du Japon sur les négociations globales a été clairement expliquée par notre premier ministre qui, à Cancún, a déclaré que le Japon reconnaît l'importance politique des négociations globales, souhaite ardemment qu'un accord sur une procédure et un ordre du jour acceptable tant par le Nord que par le Sud intervienne rapidement et espère que toutes les mesures nécessaires pour ouvrir ces négociations seront prises.

53. L'un des résultats essentiels de la réunion de Cancún a été l'accord en vue de poursuivre les préparatifs pour les négociations globales à New York. Je suis fermement convaincu que nous devons maintenir l'élan psychologique et politique donné à Cancún pour réussir à engager, dès la présente session, les négociations globales. Je sais fort bien que le chemin des négociations globales a été jusqu'ici long et ardu, mais personne ne songe à nier que les problèmes fondamentaux que posent ces négociations globales sont tous également extrêmement difficiles. Néanmoins, je suis certain que l'Assemblée générale, au cours de la présente

session, pourra résoudre ces problèmes si elle les aborde dans l'esprit ouvert et souple qui a présidé à la réunion de Cancún.

54. Je pense qu'il ne servirait à rien de passer en revue l'histoire des préparatifs des négociations globales. Le moment est venu de se tourner vers l'avenir et d'adopter l'approche nouvelle et plus pragmatique de Cancún pour faire un progrès décisif sur cette question difficile. J'espère qu'à l'Assemblée générale nous serons à même de décider de la meilleure manière d'ouvrir les négociations globales; c'est une question très urgente et je crains que si nous n'agissons pas dès maintenant l'acquis ne soit à tout jamais perdu.

55. Monsieur le Président, ma délégation est prête à travailler d'arrache-pied, sous votre direction compétente, pour parvenir à cet objectif.

56. Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai demandé l'autorisation de parler ce matin car je voudrais déclarer, au nom de mon gouvernement, que les Etats-Unis se préoccupent profondément de la pauvreté, de la faim et de la misère humaine, et ont l'intention de se joindre aux autres Etats pour élaborer une stratégie de coopération pour le développement global.

57. Dans un essai sur l'esprit de l'époque, John Stuart Mill a écrit :

« L'humanité est divisée entre ceux qui restent ce qu'ils étaient et ceux qui ont changé — entre les hommes de l'époque actuelle et les hommes du passé. »

58. Les Américains sont des hommes du présent. Nous faisons partie de ceux qui croient au progrès. Mon pays, y compris la ville dans laquelle nous nous trouvons actuellement, a été fondé par des gens qui croyaient au progrès, qui croyaient que les problèmes de l'humanité céderaient devant une action créatrice et concertée menée par des hommes et des femmes résolus. Mon gouvernement souscrit à cette conviction de nos ancêtres.

59. Les hommes du présent savent que si certains des problèmes de l'humanité ont leurs racines dans la nature humaine et continueront d'exister tant que l'homme vivra, d'autres trouvent leurs racines dans la technique — dans notre connaissance des choses, dans les outils dont nous disposons, dans la technique mise à notre service pour résoudre les problèmes. Les problèmes enracinés dans la technique deviennent socialement et moralement intolérables quand les connaissances et les techniques dont nous disposons permettraient de les résoudre sur le plan pratique.

60. Comme le président Reagan l'a dit à Cancún, le 22 octobre :

« Je suis surpris que l'on soupçonne les Etats-Unis d'ignorer le monde en développement. La contribution que l'Amérique a apportée au développement — et qu'elle continuera d'apporter — est énorme.

« Nous avons dépensé 57 milliards de dollars en faveur des pays en développement pendant la dernière décennie — 43 milliards de dollars sous forme d'assistance au développement et 14 milliards de dollars sous forme de contributions aux banques multilatérales de développement. Chaque année, les Etats-Unis fournissent aux nations en développement un volume d'assistance alimentaire plus important que celui fourni par toutes les autres nations réunies. L'année dernière, notre aide publique au développement a été presque deux fois supérieure à celle de toute autre nation.

« Plus significative encore est la contribution des Etats-Unis en matière de commerce. Le monde n'a pas accordé toute l'attention voulue à l'importance du commerce en tant que clef du développement.

« Les Etats-Unis consomment environ la moitié de tous les produits manufacturés que les pays en développement n'appartenant pas à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole [OPEP] exportent vers les pays industrialisés, même si notre marché ne représente qu'un tiers du marché industrialisé mondial total. L'année dernière seulement, nous avons importé pour 60 milliards de dollars de marchandises en provenance de pays en développement n'appartenant pas à l'OPEP. Cela représente plus de deux fois le volume de l'aide publique au développement fournie par tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. Notre marché commercial et notre marché en capitaux figurent parmi les plus ouverts de monde.

« La portée et l'étendue de l'engagement des Etats-Unis dépassent de beaucoup l'assistance fournie à des conditions de faveur. Nous croyons que, pour promouvoir le développement, il faut tirer parti au maximum de tous les atouts en notre possession<sup>2</sup>. »

61. Nous nous préoccupons du développement des nations les moins développées pour des raisons tant rationnelles que morales. Nous nous préoccupons de leur développement parce que nos économies, notre bien-être social et politique sont inextricablement liés aux leurs et parce que, comme dans le passé, le peuple américain réagit avec compassion et inquiétude devant les problèmes et les misères des autres.

62. La raison pour laquelle le thème de l'interdépendance domine de plus en plus dans les débats aux Etats-Unis tient au fait que le rôle joué par l'Amérique dans l'économie mondiale est, aujourd'hui plus que jamais, mêlé aux économies des autres nations. Nous savons que notre bien-être est tributaire de celui des autres nations. Nous savons que leur bien-être est tributaire du nôtre.

63. Reconnaisant cette interdépendance et témoignant de sa volonté d'agir, le président Reagan a pris part à la réunion économique au sommet, tenue à Ottawa les 20 et 21 juillet dernier, et à la réunion internationale sur la coopération et le développement, tenue à Cancún les 22 et 23 octobre. A Ottawa, mon gouvernement a convenu avec les dirigeants d'autres nations industrialisées, de « procéder à des préparatifs en vue d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales dans des conditions pouvant offrir des perspectives de progrès significatifs ».

64. La déclaration du président Reagan, à Cancún, a fait état de cet engagement qui représente un grand pas en avant, esquissant quatre grands domaines d'entente, bases fondamentales pour la réalisation des progrès importants que nous recherchons tous. A Cancún, le président Reagan et les autres dirigeants ont préparé le terrain pour une approche pragmatique axée sur les grands problèmes humains auxquels est confrontée l'humanité. Aujourd'hui, nous regroupons tous ces problèmes sous un même mot : développement.

65. Le président Reagan et les autres chefs d'Etats réunis à Cancún ont reconnu, comme nous le reconnaissons ici, que les victimes de la famine doivent être nourries, que les jeunes doivent recevoir une alimentation adéquate, que les malades doivent être soignés et que les pauvres doivent être assistés et aidés à devenir indépendants. Les désespérés doivent avoir l'espoir qu'ils vont être aidés et que leurs conditions de vie seront adoucies. Les Etats-Unis sont d'avis que les nations du monde doivent répondre à ces besoins et à ces impératifs. C'est pourquoi nous sommes résolus à aller de l'avant, avec les autres nations, pour trouver des solutions à ces problèmes tragiques et pressants.

66. Que convient-il de faire, dès lors? Nous devons nous réunir dans toutes les instances existantes, recourir à tous

les instruments disponibles, nous lançons un appel à tous les pays qui se sentent concernés par la misère humaine et le progrès de l'humanité pour qu'ils se joignent à nous. Nourrir les affamés, telle est la priorité. Des négociations positives menant à une coopération à l'échelle mondiale doivent nous fournir l'occasion de garantir un approvisionnement régulier et suffisant en denrées alimentaires pour satisfaire les besoins des victimes de la famine et de la malnutrition.

67. Nous devons accomplir quatre tâches si nous voulons augmenter les réserves alimentaires dans le monde. Nous devons intensifier la production alimentaire dans les pays en développement. Nous devons contribuer à apporter à tous les fermiers du monde le miracle de la seconde révolution verte. Nous devons étendre la coopération internationale au secteur de l'aide alimentaire; à court terme il est nécessaire d'apporter des contributions en espèces et en produits de base, dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire, du Programme alimentaire mondial et de la Réserve alimentaire internationale d'urgence. Entre-temps, nous devons tous persister dans notre recherche d'un accord international sur les céréales et améliorer la capacité des organismes internationaux à répondre, dans les situations d'urgence, aux pénuries alimentaires provoquées par des catastrophes naturelles.

68. En ce qui concerne le domaine des produits de base et de l'industrialisation, les Etats-Unis sont en faveur d'un système d'échange mondial ouvert, qui fournirait à tous les pays la possibilité de renforcer et de diversifier leurs économies. Nous savons que le commerce peut être un moteur puissant de croissance, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, et l'accroissement des exportations conduit à un accroissement de la production, de l'emploi, du développement, ainsi qu'à une plus grande intégration dans le système commercial mondial.

69. Les Etats-Unis s'engagent à poursuivre leurs efforts pour assurer aux pays en développement une intégration plus complète dans le système du commerce international, qui permettra à ces pays d'en tirer des profits plus grands. Nous sommes prêts à coopérer étroitement avec les pays développés et en développement, en tant que partenaires commerciaux, pour préparer une réunion ministérielle du GATT en 1982 et renforcer le système commercial multilatéral représenté par le GATT.

70. Pour ce qui est des secteurs monétaire et financier, la reconnaissance de l'interdépendance économique croissante entre les pays accorde la priorité à l'idée de voir tous les pays travailler ensemble à la prospérité. Nous devons tous comprendre que les facteurs extérieurs du commerce, de l'investissement privé et des courants de capitaux privés, éléments stimulants des marchés, sont des éléments essentiels pour atteindre, à long terme, une croissance économique non inflationniste et le développement. Un bon fonctionnement du système monétaire international est également essentiel pour une économie mondiale prospère. Des marchés financiers privés, en même temps que les efforts des institutions internationales actuelles et de nouvelles initiatives, sont indispensables et doivent être pleinement utilisés dans nos efforts pour atteindre les buts souhaités.

71. Enfin, pour ce qui est de l'énergie, les Etats-Unis comprennent les difficultés qui ont été causées et qui continuent d'être causées par la hausse des prix de l'énergie aux pays les moins développés. Nous sommes prêts à contribuer à une production énergétique accrue pour les économies mondiales en expansion, à promouvoir une utilisation plus efficace de l'énergie que nous produisons et à accroître les investissements dans la production d'énergie et des équipements efficaces de production d'énergie. Nous

sommes prêts à travailler avec d'autres pour trouver des solutions pratiques aux problèmes énergétiques de tous.

72. Ma délégation, au départ, hésitait à participer à ce débat en séance plénière parce qu'à son avis il était prématuré et que, bien que les principes aient fait l'objet d'un accord, les procédures n'avaient pas encore été décidées. Nous estimons que le débat était prématuré étant donné les longues consultations qui sont en cours maintenant, ici et dans d'autres capitales du monde. Cependant, nous avons décidé que nous avons tous la responsabilité de transposer l'esprit de Cancún dans toutes les instances du système des Nations Unies. Nous avons tous l'obligation de fortifier ces débuts précaires. Cette fois, nous ne devons pas échouer. Trop nombreux sont ceux qui comptent sur le succès de nos activités, ici, à New York. Attaquons-nous à la tâche.

73. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va suspendre l'examen du point 37 de l'ordre

du jour. Le Président désire informer l'Assemblée, au moment où nous allons aborder la phase suivante de cet examen en séances privées, qu'il a l'intention de suivre de très près ces consultations qui, il l'espère, seront à la fois sérieuses et intensives, menées avec toute l'urgence qui s'impose, comme nous nous y sommes engagés. L'Assemblée reprendra l'examen de cette question en fonction des résultats des consultations.

*La séance est levée à midi.*

---

NOTES

1. Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Séances plénières*, 114<sup>e</sup> séance, par. 41.

2. Pour le texte en anglais, voir *Weekly Compilation of Presidential Documents*, Washington (D.C.), Government Printing Office, 1981, vol. 17, n° 44, p. 1186.